

tenue sous la présidence de Madame STEFANCZYK, assisté(e)
de Madame MOALIC et Madame CLAUWAERT, Conseillères
En présence de Madame SANIER, Rapporteuse publique
Madame PAULET, Greffière

11 heures 00

01)	DOSSIER N° 2201790	RAPPORTEURE: Madame Stéphanie CLAUWAERT
Titre de l'affaire	Demande la condamnation de l'État à verser la somme de 27.000 € au titre des préjudices subis en raison du maintien à l'isolement du 6 juin 2016 au 16 décembre 2016	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DAVID Benoit
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	Ministre
02)	DOSSIER N° 2301949	RAPPORTEURE: Madame Stéphanie CLAUWAERT
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision de la DISP du 8 juin 2022 confirmant la décision du 10 mai 2022 portant sanction de 15 jours de cellule disciplinaire.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DAVID Benoit
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	Ministre
03)	DOSSIER N° 2502717	RAPPORTEURE: Madame Elise MOALIC
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2024 portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ volontaire, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DEWAELE Emilie
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	CABINET CENTAURE AVOCATS

11 heures 00

04)	DOSSIER N° 2501678	RAPPORTEURE: Madame Elise MOALIC
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 4 février 2025 portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ volontaire, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DANSET-VERGOTEN Sophie
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	CABINET CENTAURE AVOCATS
05)	DOSSIER N° 2501771	RAPPORTEURE: Madame Stéphanie CLAUWAERT
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ volontaire, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître RIVIERE Eurielle
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	CABINET CENTAURE AVOCATS
06)	DOSSIER N° 2411866	RAPPORTEURE: Madame Sylvie STEFANCZYK
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 11 novembre 2024 portant obligation de quitter le territoire français sans délai, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de 1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître LAPORTE Sylvie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	CABINET CENTAURE AVOCATS

11 heures 00

07)	DOSSIER N° 2402818	RAPPORTEURE: Madame Sylvie STEFANCZYK
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2023 portant refus d'admission exceptionnelle au séjour et de délivrance d'un titre de séjour mention "vie privée et familiale", obligation de quitter le territoire français avec un délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître CARDON Olivier
Défendeur	PREFECTURE DU PAS DE CALAIS	M. le Préfet
08)	DOSSIER N° 2402820	RAPPORTEURE: Madame Sylvie STEFANCZYK
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2023 portant refus d'admission exceptionnelle au séjour et de délivrance d'un titre de séjour mention "vie privée et familiale", obligation de quitter le territoire français avec un délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître CARDON Olivier
Défendeur	PREFECTURE DU PAS DE CALAIS	M. le Préfet
09)	DOSSIER N° 2502221	RAPPORTEURE: Madame Elise MOALIC
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2024 portant refus de délivrance d'un titre de séjour mention "salarié" en raison de son activité professionnelle salariée dans un métier en "tension", obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître CABARET Oriane (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet

11 heures 00

10)	DOSSIER N° 2501390	RAPPORTEURE: Madame Stéphanie CLAUWAERT
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2025 portant refus d'admission exceptionnelle au séjour et la délivrance d'un titre de séjour au titre de la participation à des activités solidaires, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire pour une durée d'1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître DALIL ESSAKALI Moulay Abdeljalil (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU NORD	M. le Préfet
11)	DOSSIER N° 2309175	RAPPORTEURE: Madame Elise MOALIC
Titre de l'affaire	Demande l'annulation des décisions de la DISP des 26 décembre 2022 et 9 mai 2023 ordonnant le placement en régime différencié de détention.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	Ministre

Arrêté le 15/09/2026

Le président du tribunal : B. GUEVEL